

OTC

L'Arménie et l'Azerbaïdjan vont tenir des pourparlers dans les sections d'Ijevan et de Qazakh

EREVAN, 29 NOVEMBRE, ARMENPRESS: La réunion des commissions de délimitation des frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan prévue le 30 novembre aura lieu dans la section d'Ijevan et de Qazax de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, ont annoncé mercredi les autorités arméniennes.

La commission arménienne est présidée par le Vice-premier ministre Mher Grigoryan.

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 Novembre 2023

La question de l'autodétermination du Karabakh est close pour Erevan

Le conflit du Haut-Karabakh est terminé et l'Arménie ne devrait pas donner la priorité au retour rapide des Arméniens du Karabakh récemment déplacés dans leurs foyers lors des pourparlers de paix avec l'Azerbaïdjan, a déclaré mardi Alen Simonian, président du parlement.

« La République d'Arménie n'a pas de problème de ce type aujourd'hui », a déclaré A. Simonian aux journalistes qui l'interrogeaient sur le droit à l'autodétermination du peuple du Karabakh, défendu depuis des décennies par Erevan. « L'Arménie reconnaît pleinement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, y compris celle du Haut-Karabakh ».

Le premier ministre Nikol Pachinian a reconnu la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Karabakh plusieurs mois avant que Bakou ne reprenne le contrôle total du territoire à la suite de l'offensive militaire des 19 et 20 septembre qui a forcé la quasi-totalité de la population arménienne à fuir vers l'Arménie. Les opposants politiques de N. Pachinian et d'autres critiques internes affirment que ce changement de politique de grande envergure a ouvert la voie à la prise de contrôle par l'Azerbaïdjan.

Le vice-ministre arménien des Affaires étrangères, Mnatsakan Safarian, a déclaré la semaine dernière que la question des droits des Arméniens du Karabakh était « à l'ordre du jour » des négociations d'Erevan avec Bakou et les médiateurs internationaux. Mais il n'a pas donné plus de détails.

Simonian, proche collaborateur de Pachinian, s'est montré sceptique à cet égard, affirmant que les réfugiés du Karabakh ne sont pas désireux de rentrer chez eux parce qu'il n'existe pas de mécanismes réalistes pour garantir leur sécurité. Il a semblé les assimiler aux Azerbaïdjanais ethniques qui avaient fui l'Arménie soviétique à la fin des années 1980.

« Je pense qu'à ce stade historique, nous devons nous concentrer sur la signature du traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et sur l'ouverture de toutes les voies de communication régionales », a-t-il déclaré à cet égard. « La question de savoir si certains Azerbaïdjanais souhaiteront retourner en Arménie ou si certains Arméniens souhaiteront retourner à Bakou, à Stepanakert, à Chouchi ou dans d'autres localités où vivaient des Arméniens est une question d'avenir. »

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Le satellite de fabrication arménienne Hayasat-1 sera lancé par le 1^{er} décembre par une fusée Falcon-9 de SpaceX

Le lancement du satellite Hayasat-1, le premier satellite de fabrication arménienne dans l'espace a été retardé de 2 jours. Il sera mis en orbite par la fusée Falcon-9 de SpaceX le 1^{er} décembre à 22h18, heure d'Erevan 19h18 à Paris. Le satellite Hayasat-1 a été créé en Arménie par le Laboratoire de recherche spatiale « *Bazumk* » et le Centre pour l'innovation scientifique et l'éducation. En 2023, le laboratoire de recherche spatiale « *Bazumk* » a développé le satellite. Le 7 septembre, l'industrie de haute technologie de la République d'Arménie a reçu une licence pour mener des activités spatiales.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Entretien téléphonique entre le Premier ministre arménien et le Président de la République de Corée

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a eu un entretien téléphonique avec le Président de la République de Corée (Corée du Sud), Yoon Seok-youl. Information du service de presse du cabinet du Premier ministre.

Les interlocuteurs ont pris note avec satisfaction de l'évolution récente des relations bilatérales, à la suite de laquelle un accord a été conclu pour l'ouverture d'ambassades dans les deux capitales sur la base de la réciprocité.

La discussion a porté sur un certain nombre de questions d'intérêt bilatéral.

Le Premier ministre de la République d'Arménie et le Président de la République de Corée se sont déclarés prêts à promouvoir le développement des relations bilatérales. Source Armenpress

Krikor Amirzayan

Le Club des Juristes

24 Novembre 2023

[Où en est le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabagh ?](#)
[- Le Club des Juristes](#)

Où en est le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabagh ?

Le conflit du Haut-Karabagh, vieux de 35 ans, s'est achevé après la reprise du contrôle total de l'Azerbaïdjan et la reconnaissance de sa souveraineté sur la région. Désormais, le conflit entre dans une phase contentieuse et donc essentiellement juridique.

Par Thibaut Fleury-Graff, Professeur à l'Université Paris-Panthéon-Assas et co-porteur du projet « RefWar - Protection des exilés de guerre » (ANR 2019-2024, www.refwar.fr)

Qu'est-ce que le Haut-Karabagh, d'un point de vue géographique mais aussi juridique ?

Le Haut-Karabagh est un [espace situé au sein des frontières de l'Azerbaïdjan](#), revendiqué cependant, depuis longtemps et jusqu'à très récemment, comme espace de souveraineté par ses habitants, lesquels sont très majoritairement d'origine arménienne et de confession chrétienne.

Le Haut-Karabagh représente donc, comme souvent dans les relations internationales - la situation au Proche Orient, qui a éclipsé dans l'actualité celle du Haut-Karabagh, en témoigne également - un espace de tension entre des logiques territoriales - ici, la souveraineté de l'Azerbaïdjan au sein de ses frontières - et des logiques ethniques, culturelles et/ou religieuses - ici, les origines arméniennes et croyances religieuses de la population du Haut-Karabagh. Les statuts mouvementés de cette région au cours de l'histoire, très brièvement et grossièrement résumés ci-dessous, le démontrent.

Pourquoi la question du statut du Haut-Karabagh a-t-elle engendré un conflit armé ?

Acquises au début du XIXe siècle par l'empire russe, l'Azerbaïdjan et l'Arménie déclarèrent leur indépendance après la révolution de 1917 et l'avènement du régime bolchévique. Ces indépendances furent l'occasion de revendications territoriales, l'Arménie revendiquant notamment le Haut-Karabagh, et l'Azerbaïdjan certaines zones de ce qui est encore aujourd'hui le territoire arménien. Ces revendications s'accompagnent de massacres de la population arménienne peuplant la région, avant que les soviets ne prennent le pouvoir tant en Azerbaïdjan qu'en Arménie, qui deviennent alors des républiques constitutives de l'URSS.

Le Haut-Karabagh est rattaché à l'Azerbaïdjan, et l'armée arménienne, venue défendre les résidents de l'enclave, est obligée de s'en retirer. En 1923, le Haut-Karabagh obtient une certaine autonomie, tout en demeurant rattaché à l'Azerbaïdjan. Un long *statut quo* s'ensuit, jusqu'en 1988, date à laquelle les habitants déclarent s'ériger en république soviétique à part entière. Un conflit violent, entraînant la mort de nombreux civils arméniens - au cours notamment du pogrom de Soumgaït en février 1988 - éclate et ne s'achèvera véritablement qu'en 2023, en dépit de périodes d'accalmie.

Car en 1991, le Haut-Karabagh se déclare indépendant, concomitamment aux déclarations similaires de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie. Le conflit, de fait, s'internationalise, et implique les armées azerbaïdjanaise et arménienne, si bien qu'en 1993, l'ONU se saisit de la question et [adopte plusieurs](#)

[résolutions](#) appelant au retrait des troupes, à la protection des populations, lourdes victimes du conflit de part et d'autre, et à la reprise des négociations. Celles-ci conduisent à un cessez-le-feu signé en mai 1994, rompu en 2016.

La résurgence du conflit cette année-là entraîne sa régionalisation, impliquant, notamment, la Turquie au soutien de l'Azerbaïdjan et la Russie au soutien de l'Arménie. En 2020, un accord de cessez-le-feu est signé, prévoyant la présence de troupes russes de maintien de la paix sur place. Cela n'empêchera pas l'Azerbaïdjan de mettre en place, à partir de la fin 2022, un blocus du Haut-Karabagh, entraînant une situation humanitaire dramatique qui facilitera la reprise du territoire par une opération menée en septembre dernier. La population - plus de 120 000 personnes - se réfugie massivement en Arménie, et la république, qu'aucun membre de l'ONU, pas même par l'Arménie, n'avait jamais reconnue, est dissoute.

Quel rôle le droit international peut-il encore jouer concernant le Haut-Karabagh ?

Le statut territorial du Haut-Karabagh en droit international ne semble plus guère poser aujourd'hui de difficultés : dès lors que les troupes sur place ont capitulé, que l'Azerbaïdjan a recouvré, suite aux opérations menées en septembre, le contrôle de ce territoire, et que la république d'Artsakh - le nom de la république depuis 2017 - a déclaré sa dissolution, le Haut-Karabagh est sous la souveraineté territoriale de l'Azerbaïdjan au sens du droit international. Le 5 octobre dernier, le Premier ministre de l'Arménie lui-même a [officiellement reconnu la souveraineté azerbaïdjanaise sur l'ancienne enclave](#). Cela ne signifie pas cependant que le droit international n'ait pas encore un rôle à jouer concernant cette situation, concernant tant le recours à la force et l'usage de celle-ci que les violations du droit international relevant de la compétence de certaines juridictions.

En premier lieu, se pose en effet la question de la licéité du recours à la force par l'Azerbaïdjan pour rétablir sa souveraineté sur l'enclave: [s'il est compliqué](#), sans être tout à fait impossible, d'y voir une violation de l'article 2§4 de la Charte des Nations unies, qui n'interdit le recours à la force que *dans les relations*

internationales, il est certain, en revanche, que l'usage de la force est réglementé, tant par le droit international humanitaire, qui s'applique pendant les conflits armés, qu'ils soient ou non internationaux, que par le droit international et régional des droits de l'homme.

Il faut d'ailleurs rappeler ici que l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont tous deux membres du Conseil de l'Europe, et parties à la Convention européenne des droits de l'Homme : plusieurs affaires les opposant et portant sur les violations des droits de l'homme commises durant la reprise des hostilités en 2020 sont actuellement **pendantes devant la Cour EDH**.

En 2021, l'Arménie a par ailleurs introduit devant la Cour internationale de Justice (CIJ) **une affaire contre l'Azerbaïdjan**, en raison de la politique de discrimination raciale de ce dernier Etat envers les Arméniens, en violation de la Convention internationale contre l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le 28 septembre dernier, l'Arménie a, dans le cadre de cette affaire, formulé auprès de la CIJ **une demande en indication de mesures conservatoires** en vue, notamment, d'ordonner à l'Azerbaïdjan de faire cesser les violations en cours de la Convention. La CIJ a fait droit à cette demande en ordonnant à l'Azerbaïdjan, **le 17 novembre dernier**, d'assurer le retour « en toute sécurité et rapidement » des habitants du Haut-Karabagh qui souhaiteraient y rentrer, de permettre, dans les mêmes conditions, aux personnes qui veulent en partir de le faire et, enfin, de ne pas inciter, par le recours à la force ou à l'intimidation, celles et ceux qui y demeurent d'en partir.

Enfin, le 14 novembre, l'Arménie est devenue le 124^e Etat partie au Statut de Rome, après avoir ratifié ce dernier le 13 octobre. Ainsi la Cour sera-t-elle désormais compétente dans le cas où l'Azerbaïdjan interviendrait militairement pour prendre possession de **portions du territoire arménien qu'il revendique** encore.

Si le conflit armé au Haut-Karabagh semble ainsi terminé, au prix de lourdes pertes civiles et de nombreux déplacements forcés de population, il prend désormais un tour juridique qui animera les relations entre les deux Etats et leurs soutiens durant de nombreuses années.

Le Monde

27 Novembre 2023

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/27/apres-la-trahison-de-la-russie-l-armenie-cherche-de-nouveaux-allies-pour-assurer-sa-securite_6202549_3210.html?random=364512670

L'Arménie, « trahie » par la Russie, cherche de nouveaux alliés pour assurer sa sécurité

La perte du Haut-Karabakh a renforcé la volonté du premier ministre arménien, Nikol Pachinian, de diversifier ses partenaires. Mais Moscou voit ce processus d'un mauvais œil et multiplie les menaces.

L'Arménie tire les leçons de la chute du Haut-Karabakh. La passivité des soldats russes de maintien de la paix déployés dans l'ancienne enclave séparatiste après l'attaque de l'Azerbaïdjan, le 19 septembre, a confirmé ce qu'Erevan dénonçait de plus en plus ouvertement depuis des mois : la Russie n'est plus un partenaire fiable. Jamais la défiance envers Moscou n'a été aussi grande.

Puisque l'Arménie ne peut plus compter sur son allié historique, désormais considéré comme un « *traître* », voire un nouvel ennemi, elle cherche de nouvelles coopérations pour tenter d'assurer sa sécurité. Une nécessité d'autant plus grande que ce petit pays du Caucase, enclavé, est sous la menace d'une nouvelle attaque de Bakou, déterminé à obtenir le corridor de Zanguezour, censé relier l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan.

Cette diversification des alliances est au cœur de la nouvelle stratégie du premier ministre arménien, Nikol Pachinian. « *Nous avons fait l'erreur de mettre tous nos œufs dans le même panier*, observe un responsable officiel sous le couvert de l'anonymat. *Si l'on a cinq ou six amis à qui nous pouvons acheter des armes et plusieurs partenaires économiques, cela permettra de ne pas dépendre d'un seul, au cas où celui-ci souhaiterait nous punir.* » Erevan n'entend pas rompre complètement avec la Russie, mais diminuer son extrême dépendance. « *Elle reste notre partenaire, malgré son attitude inamicale* », observe la même source.

L'Arménie, qui a un accord bilatéral de défense avec Moscou, dénonce en particulier un « *problème lié à la livraison d'armes et d'équipements déjà payés* », en l'occurrence un contrat d'un montant de plus de 250 millions de dollars (228 millions d'euros), jamais honoré.

« **Période la plus dangereuse depuis 2020** »

Le pays est également membre de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une organisation militaire régionale dominée par la Russie et qui s'est révélée particulièrement inefficace ces trois dernières années, au point que M. Pachinian refuse désormais de participer aux sommets de l'alliance, comme celui qui s'est tenu à Minsk, les 22 et 23 novembre. Selon nos informations, l'Arménie ne s'est toutefois pas encore formellement retirée de l'OTSC à la demande des Etats-Unis, qui estiment qu'Erevan n'est pas encore prêt et doit d'abord trouver d'autres appuis.

L'appartenance du pays à cette alliance chapeauté par Moscou n'est toutefois plus considérée comme un obstacle pour approfondir les relations avec d'autres partenaires, y compris l'Union européenne (UE). Signe de cette réorientation stratégique, la grande majorité des déplacements à l'étranger des hauts représentants arméniens se déroulent désormais dans des pays occidentaux, et non plus au sein de l'espace postsoviétique.

La suite est réservée aux abonnés.

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Une liste en anglais de 140 monuments du Haut-Karabakh a été établie pour être présentée sur les sites internationaux

Le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports d'Arménie, en collaboration avec les partenaires déplacés de force du Haut-Karabakh, a dressé une liste en anglais des monuments les plus importants à présenter aux partenaires internationaux.

Une liste en anglais de 140 monuments du Haut-Karabakh a été ainsi établie pour être diffusée a déclaré le ministère en réponse à la demande écrite de Spoutnik Arménie.

Nous avons annoncé que Nigar Arpadarai, membre du parlement azerbaïdjanais et membre de la délégation azerbaïdjanaise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, avait annoncé que l'UNESCO avait refusé la demande réalisée auprès de Bakou de se rendre à Agdam pour évaluer l'état des monuments de Stepanakert.

« À ce sujet, nous avons essayé de savoir quelles mesures le ministère de l'Intérieur et des Communications va prendre dans la situation actuelle.

Il est à noter que depuis 2020, le ministère de l'Intérieur et des Communications de la RA mène un travail pertinent pour informer les organisations internationales partenaires sur la question de la protection des monuments religieux et culturels du Haut-Karabakh » écrit Spoutnik Arménie.

Dans le cadre des travaux mentionnés ci-dessus, le ministère de l'Éducation, des sciences, de la culture et des sports d'Arménie a également envoyé un certain nombre de lettres à la direction de l'UNESCO afin de prendre les mesures appropriées pour protéger les monuments culturels du Haut-Karabakh. Ils ont également demandé d'évoquer les cas de destruction et de déformation des monuments culturels du Haut-Karabakh sur diverses plateformes et de faire une déclaration de condamnation. La question a également été soulevée lors des

réunions tenues avec les dirigeants de l'UNESCO.

« Nous vous informons également que dans la situation actuelle, le Département de la préservation des monuments historiques et culturels du Ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie, en collaboration avec les personnes déplacées de force du Haut-Karabakh, a dressé une liste en anglais des 140 monuments les plus importants avec des photos, une description de l'état, des coordonnées, etc., qui ont été transmises au ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie avec des partenaires internationaux pour travaux » indique la réponse du ministère.

Il est souligné que dans toutes les plateformes internationales (Convention du patrimoine mondial de 1972, sommet de l'ICCROM, etc.), auxquelles participent les représentants du CICR, un travail continu est mené et les questions de préservation du patrimoine historique et culturel du Haut-Karabakh et la nécessité de créer des outils internationaux sont évoquées dans les discours. Dans le même temps, il convient de rappeler qu'après la guerre de 44 jours, la République d'Arménie a demandé à l'UNESCO d'envoyer une mission d'enquête au Haut-Karabakh, mais que ces travaux ont été constamment entravés par la partie azerbaïdjanaise.

Krikor Amirzayan

Le Monde Diplomatique

28 Novembre 2023

[Le Haut-Karabakh replonge dans le silence, par Philippe Descamps \(Le Monde diplomatique, novembre 2023\) \(monde-diplomatique.fr\)](#)

Le Haut-Karabakh replonge dans

le silence

Après une offensive éclair des forces de l'Azerbaïdjan le 19 septembre dernier, la quasi-totalité des habitants de la république autoproclamée du Haut-Karabakh ont fui vers l'Arménie. Cet exode vécu comme une nouvelle tragédie par tous les Arméniens s'inscrit dans un conflit séculaire marqué par le génocide de 1915, et émaillé d'exactions de tous bords. Ce dénouement témoigne aussi d'un aveuglement stratégique à Erevan.

Le 7 juillet 1923 naissait la république autonome du Haut-Karabakh — peuplée essentiellement d'Arméniens chrétiens — au sein de la république socialiste soviétique d'Azerbaïdjan — dont la population était principalement azérie, turcophone et chiite. Un siècle plus tard, le 28 septembre 2023, les dirigeants de l'Artsakh (son nom arménien) annonçaient la dissolution de l'entité indépendante de fait depuis 1991, avant d'être arrêtés par les forces azerbaïdjanaises.

Si la récurrence des batailles (1905, 1918, 1991-1994) pouvait laisser croire que rien n'était définitif, l'ampleur de la défaite lors de la guerre de haute intensité menée par l'Azerbaïdjan durant l'automne 2020 a déjà mis en lumière l'aveuglement stratégique des dirigeants à Erevan et Stepanakert (nom arménien de la « capitale de l'Artsakh »). S'enfermant dans une impasse géopolitique, ils ont surestimé leurs forces dans la région et leur pouvoir d'influence dans le monde pour ne rien céder à leur voisin. La poursuite de cette voie depuis trois ans a conduit la population à tout perdre : maisons, terres, monastères millénaires... et l'espoir d'une vie meilleure.

L'exode expéditif de cent mille personnes s'explique par la crainte de vivre sous le régime autocratique de M. Ilham Aliev, dont la famille règne à Bakou depuis 1993, après l'expérience de combats sans merci il y a trois ans, et du blocus subi depuis dix mois. Il s'explique aussi par les épisodes précédents. Au fil des reconquêtes territoriales de 1992 à 1994, les Arméniens furent implacables dans la victoire. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), plus de 500 000 Azéris furent directement déplacés par la guerre. Leurs maisons, leurs lieux de culte ont été systématiquement pillés, sans susciter l'émotion des médias et des gouvernements occidentaux. Des villes et des villages azéris de la « zone tampon » contrôlée par les Arméniens ne restaient que des lambeaux de murs — tout comme furent dévastés des villages arméniens du petit district de

Chahoumian contrôlé par l'Azerbaïdjan.

Cet article est réservé aux abonnés.

Le Figaro

25 Novembre 2023

[Ne pas oublier l'Arménie \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Ne pas oublier l'Arménie

Par [Jean-Christophe Buisson](#)

ANALYSE - Qui se souvient qu'il y a moins de trois mois, un petit pays nommé l'Artsakh (Haut-Karabakh), peuplé depuis plus de deux millénaires par des Arméniens, a été vidé intégralement de ses 100.000 habitants par l'armée azerbaïdjanaise?

Cet article est issu du «Figaro Magazine»

Comme en écho à la formule prêtée à Hitler la veille de l'invasion de la Pologne, prélude à la Shoah («*Qui se souvient de l'anéantissement des Arméniens?*»), Elie Wiesel notait avec justesse que «*les Arméniens ne craignent pas la mort, mais l'oubli*».

Il évoquait alors la résistance héroïque de ces villageois affamés, harcelés, qui, quarante jours durant, l'été 1915, tinrent tête aux troupes turques sur le mont Moïse avant d'être sauvés par un bateau de la marine française - Franz Werfel, auteur bien sûr honni du régime nazi, a raconté cette épopée dans un roman extraordinaire (*Les 40 Jours du Musa Dagh*).

À lire aussi [Renaud Girard: «Les Occidentaux sacrifieront-ils l'Arménie?»](#)

La formule d'Elie Wiesel est toujours d'actualité, en ces temps où les conflits entre la Russie et l'Ukraine et entre Israël et le Hamas oblitérent toute autre tension dans le monde.

Une intention génocidaire

Qui se souvient qu'il y a moins de trois mois, un petit pays nommé l'[Artsakh](#) (Haut-Karabakh en turco-perso-russe), peuplé depuis plus de deux millénaires par des Arméniens...

Cet article est réservé aux abonnés.

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

La Russie renforce les contrôles aux frontières pour les camions

arméniens

Des centaines de camions arméniens sont restés bloqués lundi au principal poste-frontière entre la Russie et la Géorgie, après que la Russie a renforcé les contrôles à l'importation et à l'exportation, dans un contexte de tensions sans précédent avec l'Arménie.

Les chauffeurs de camions ont déclaré que les services douaniers russes les soumettaient à des contrôles sanitaires et autres plus stricts, ce qui a provoqué de longues files de véhicules lourds des deux côtés du passage de Lars, vital pour l'économie arménienne.

« Je suis bloqué à Lars pour la deuxième journée », a déclaré un chauffeur au service arménien de RFE/RL. « Il y a un problème de paperasserie. Je ne suis pas le seul concerné, d'autres camions arméniens le sont aussi. » Selon nos informations, plusieurs camions sont déjà rentrés [en Arménie] et environ 200 autres font la queue", a écrit Garnik Danielian, un parlementaire de l'opposition, sur Facebook.

Le vice-ministre de l'économie, Arman Khojoyan, a confirmé que les douaniers russes avaient refoulé certains camions arméniens transportant des marchandises destinées au marché russe. Mais il n'a pas donné de chiffres.

« Comme me l'a dit hier le chef du comité des recettes publiques, ce n'est pas qu'ils refusent toutes les marchandises ou des catégories entières de marchandises », a-t-il déclaré aux journalistes. "Nous avons également des marchandises qui traversent la frontière.

M. Khojoyan n'a pas voulu dire s'il pensait qu'il y avait une raison politique aux contrôles frontaliers plus stricts mis en place par les Russes.

Artur Khachatrian, un autre législateur arménien de l'opposition, a suggéré que Moscou se vengeait de la décision du premier ministre Nikol Pashinian de boycotter le sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui s'est tenu la semaine dernière à Minsk et qui a mis en évidence une détérioration significative des relations russo-arméniennes.

« Je pense que la Russie envoie certains messages [à Erevan] », a déclaré M. Khachatrian. « Reconnaissons que ce n'est pas accidentel ».

Le chauffeur de camion, qui n'a pas souhaité être identifié, a également estimé que lui et ses collègues arméniens restaient bloqués à Upper Lars en raison des

tensions entre Moscou et Erevan.

« Le gouvernement [arménien] a cherché la bagarre avec les Russes et les Russes ripostent maintenant de cette manière », a-t-il déclaré.

La Russie est le principal partenaire commercial de l'Arménie, représentant plus d'un tiers du commerce extérieur de la nation du Caucase du Sud. Elle est depuis longtemps le principal marché d'exportation pour les produits agricoles, les aliments préparés et les boissons alcoolisées arméniens.

Le volume total des échanges commerciaux entre la Russie et l'Arménie, qui s'effectuent principalement par l'intermédiaire de Upper Lars, est monté en flèche depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le barrage de sanctions occidentales contre Moscou qui en a résulté.

Les entrepreneurs arméniens ont profité de ces sanctions pour réexporter vers la Russie divers produits fabriqués dans les pays occidentaux. Cela explique pourquoi les exportations arméniennes vers la Russie ont presque doublé pour atteindre 2,6 milliards de dollars entre janvier et septembre de cette année.

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Un responsable arménien affirme qu'un retrait de l'Arménie de l'OTSC est envisageable, alors que l'alliance militaire dirigée par la Russie se réunit à Minsk, en

l'absence de Pachinian

Alors que les alliés théoriques de l'Arménie au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), réunis en sommet les 22 et 23 novembre à Minsk en l'absence remarquée des responsables arméniens, multiplient les gestes et déclarations soulignant que la porte de l'alliance militaire dirigée par la Russie était toujours ouverte à l'Arménie, dont le premier ministre Nikol Pachinian, comme les autres membres de son gouvernement concernés, ont boycotté la rencontre, un représentant du Contrat civil, le parti au pouvoir en Arménie, a déclaré lundi 27 novembre qu'un retrait de l'Arménie de cette alliance était envisageable. Jusqu'à présent, les dirigeants arméniens, à commencer par Pachinian, tout en dénonçant le manquement manifeste de la Russie et de l'OTSC à leurs obligations de solidarité envers l'Arménie face aux attaques répétées de l'Azerbaïdjan dont elle a fait l'objet, et tout en évoquant toujours plus ouvertement une réorientation stratégique du pays, vers l'Occident, avaient insisté sur le fait qu'un retrait de l'Arménie de l'alliance militaire russe n'était pas à l'agenda du gouvernement arménien. Pachinian lui-même n'avait pas exclu cette éventualité vendredi, au lendemain de ce sommet qui s'est déroulé dans la capitale biélorusse en l'absence remarquée de l'Arménie, dont le drapeau tricolore avait été néanmoins déployé dans les différents lieux où se sont réunis les participants. Le premier ministre arménien s'est livré à une nouvelle diatribe contre l'OTSC, qu'il a accusée de ne pas avoir honoré ses obligations envers l'Arménie en termes de sécurité. "Il y a une situation bien définie dans laquelle nous quitterons définitivement [l'OTSC]", a indiqué pour sa part Gevorg Papoyan, le vice-président de l'instance dirigeante du Contrat civil, en s'exprimant devant les journalistes, tout en précisant toutefois : "Nous ne nous trouvons pas encore face à une telle situation ". Cette nuance, qu'ont prudemment énoncée les responsables arméniens concernant ce dossier éminemment sensible, le représentant du parti de Pachinian s'est employée à en préciser les contours, en ajoutant : "Mais il y a aussi une situation telle que nous participerions sans problème à ces rencontres [de l'OTSC]. Il n'y a pas non plus une telle situation", dans une allusion évidente au gel par l'Arménie de toutes ses activités dans le cadre de l'alliance militaire russe. Papoyan s'est néanmoins gardé de préciser la

nature de ces "situations ". Il n'a pas non plus précisé si le gouvernement de Pachinian souhaitait obtenir des garanties de sécurité de l'Occident avant de réorienter officiellement l'Arménie vers les Etats-unis et l'Union européenne. Le ministère russe des affaires étrangères a accusé Erevan de préparer le terrain à une telle réorientation fin septembre alors que les tensions déjà vives entre les deux alliés, connaissaient un regain en raison de l'offensive lancée par les forces armées de l'Azerbaïdjan contre les Arméniens du Haut-Karabagh, qui devront quitter leur terre ancestrale en une semaine, sans que les soldats de la paix russes déployés dans la région depuis trois ans ne cherchent à empêcher ce nettoyage ethnique, qui fera l'objet d'une condamnation à peine audible de Moscou, soucieux avant tout de préserver ses relations avec l'Azerbaïdjan et son allié, la Turquie. Au cours des derniers mois, Pachinian n'a cessé d'affirmer que l'alliance avec la Russie n'était plus en mesure de garantir la sécurité nationale de l'Arménie. Son refus de participer au sommet de l'OTSC à Minsk avait nourri les spéculations sur un retrait à très court terme de l'Arménie de l'alliance militaire dirigée par Moscou. Alen Simonian, le président du Parlement arménien et autre figure de proue du Contrat civil, avait de son côté affirmé la semaine dernière qu'il ne se rendrait pas à la prochaine réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OTSC. De leur côté, les leaders des cinq autres Etats membres de l'OTSC se sont employés à minimiser le boycott du sommet de Minsk par Pachinian et les membres de son équipe. Ainsi, le Kazakh Imangali Tasmagambetov, qui assume la présidence tournante de l'alliance et qui doit effectuer une visite officielle prochainement à Erevan, a affirmé que Pachinian ne s'était pas rendu jeudi au sommet de Minsk pour des raisons simplement "techniques". "De mon point de vue, il serait vain de tirer quelque conclusion catégorique de cette situation ", a déclaré Tasmagambetov cité par l'agence de presse officielle russe TASS, en ajoutant : "L'Arménie a été et reste notre allié ". Rappelons que l'Arménie, en signe de loyauté envers l'OTSC et la Russie, qui avaient pourtant déjà failli à leurs obligations de solidarité envers les Arméniens, avait participé à la « force de paix » envoyée au Kazakhstan pour mater un mouvement de révolte menaçant le pouvoir en place en janvier 2022, soit moins d'un mois avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février, qui donnait le coup d'envoi d'une guerre qui a remis profondément en jeu les équilibres géopolitiques et stratégiques, et dont les incidences n'ont pas épargné le Sud Caucase, où la Russie a dû lâcher du terrain et de l'influence face à l'élément turco-azéri, qui lorgne ouvertement sur l'Asie centrale, dont le président turc Erdogan rappelait dernièrement qu'elle serait le « berceau » de la Turquie, lors

d'un sommet des pays turcophones au Kazakhstan. L'Arménie est en droit de sentir menacée, d'autant que la Russie, qui faisait traditionnellement office de rempart contre cette menace, n'est plus en mesure, ni apparemment désireuse de jouer ce rôle, et prend même ouvertement le parti de l'Azerbaïdjan, pays non membre de l'OTSC et étroitement lié à la Turquie membre de l'Otan, pour punir l'Arménie pour ses tentations occidentales. S'exprimant à la veille du sommet de Minsk, la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères Maria Zakharova, déclarait ainsi que le gouvernement de Pachinian préparait un " changement radical " de l'orientation géopolitique traditionnelle de l'Arménie au profit des puissances occidentales. Le ministère russe l'avait auparavant accusé de "ruiner" les relations arméno-russes, et s'étant rangé au point de vue de l'Azerbaïdjan, selon lequel l'acquisition d'armes par l'Arménie auprès de l'Inde, et surtout de la France, entraînait la région dans la spirale de la guerre. Sur un ton plus mesuré, comme à son habitude, le porte-parole du Kremlin Dmitry Peskov balayait de son côté du revers de la main ce weekend les critiques émises contre l'OTSC par Pachinian et d'autres responsables arméniens, en exprimant l'espoir que Erevan reprendrait bientôt "sa pleine participation dans l'organisation ". Au début de l'année, l'Arménie avait également refusé de participer aux exercices militaires de l'OTSC et avait boycotté la réunion des ministres de la défense des Etats membres de l'alliance.

EUROPE - FRANCE

Nor Haratch

25 Novembre 2023

Discours de l'Ambassadrice d'Arménie devant dix mille élus français (vidéo)

Du 21 au 23 novembre, le 105ème Congrès de l'Association des Maires de France s'est tenu au Parc des Expositions de la Porte de Versailles à Paris. Des maires et des dirigeants de collectivités de France, en tout plus de 10 000 élus représentant différents régions et départements y ont participé.

En signe de solidarité avec les peuples d'Arménie et d'Artsakh, l'ambassadrice d'Arménie Hasmik Tolmajian avait été invitée au congrès avec un statut spécial et y a prononcé un discours lors de la cérémonie de clôture.

Le discours de l'Ambassadrice a été ovationné par toute l'assistance.

Pour visionner le discours de Mme Tolmajian, rendez-vous :

https://fb.watch/ow1_203wQr/

Nor Haratch

26 Novembre 2023

Les 100e anniversaires d'Aznavour et de Paradjanov sont inscrits au Calendrier des personnages célèbres et des événements importants de l'UNESCO

Lors de la 42e session de l'Assemblée générale de l'UNESCO, tenue à Paris du 7 au 22 novembre, il a été décidé d'inclure le 100e anniversaire de la naissance de

Charles Aznavour et de Sergueï Paradjanov dans le Calendrier 2024-2025 des personnalités et événements importants de l'Organisation.

Le ministère des Affaires étrangères de l'Arménie informe que la candidature du 100e anniversaire d'Aznavour a été soumise par l'Arménie et la France avec le soutien d'Andorre, de l'Italie, du Luxembourg, de Monaco, du Portugal, du Sénégal et du groupe des 80 ambassadeurs de la Francophonie au sein de l'UNESCO. Et la candidature concernant le 100e anniversaire de Paradjanov a été soumise par l'Arménie, la Géorgie et l'Ukraine, avec le soutien de Chypre, de la France, de l'Italie, du Liban et de la Pologne.

USA

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Nikol Pachinian et Antony Blinken ont discuté du processus de régulation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a eu un entretien téléphonique

avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken.

Les interlocuteurs ont discuté de questions liées à l'agenda des relations régionales et bilatérales.

En particulier, il a été fait référence au processus de régulation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Les problèmes humanitaires de plus de 100 000 personnes déplacées de force au Haut-Karabakh et les mesures prises par le gouvernement arménien pour surmonter les difficultés, ont également été discutés. L'importance du soutien de la communauté internationale a été soulignée.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 Novembre 2023

Blinken s'entretient à nouveau avec les dirigeants arméniens et azéris

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a téléphoné aux dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan lundi 27 novembre, en fin de journée, pour discuter des moyens de relancer les pourparlers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en vue d'un accord de paix souhaité par les puissances occidentales.

Ces appels téléphoniques distincts ont fait suite à l'annulation par Bakou d'une réunion à Washington des ministres des Affaires étrangères arménien et azerbaïdjanais prévue pour le 20 novembre. Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a attribué cette décision à ce qu'il a décrit comme des déclarations pro-arméniennes faites par James O'Brien, secrétaire d'État adjoint américain pour l'Europe et l'Eurasie.

Lors d'une audition au Congrès à Washington le 15 novembre, M. O'Brien avait condamné l'offensive militaire menée par l'Azerbaïdjan les 19 et 20 septembre dans le Haut-Karabakh et a mis en garde Bakou contre une attaque de l'Arménie visant à ouvrir un corridor terrestre vers son enclave du Nakhitchevan.

« Nous avons clairement indiqué que rien ne sera normal avec l'Azerbaïdjan après les événements du 19 septembre, tant que nous ne verrons pas de progrès sur la voie de la paix », a-t-il déclaré, ajoutant que Washington avait annulé les « visites de haut niveau » de responsables azerbaïdjanais et suspendu l'aide militaire et autre à Bakou.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev s'est plaint des commentaires de M. O'Brien lors de sa conversation téléphonique avec M. Blinken. Selon les médias azerbaïdjanais, M. Aliev a accepté de recevoir le haut diplomate américain à Bakou en décembre en échange de la promesse de M. Blinken de lever « l'interdiction infondée des visites de responsables azerbaïdjanais aux États-Unis ».

« Le secrétaire d'État a salué l'engagement du président Aliev à conclure un accord de paix durable et digne entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie », a déclaré Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain, dans un communiqué sur l'appel.

Blinken a également «noté les récents points de préoccupation » dans les relations entre les États-Unis et l'Azerbaïdjan et a discuté des « possibilités de renforcer la coopération, en particulier autour du processus de paix », a ajouté M. Miller.

Il n'a pas précisé si M. Blinken et M. Aliev s'étaient mis d'accord sur une nouvelle date pour les pourparlers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à Washington. Les services de presse de M. Aliev et du Premier ministre arménien Nikol Pachinian n'ont pas non plus fait état d'un tel accord.

Aliev et Pachinian devaient se rencontrer en marge du sommet de l'Union européenne du 5 octobre à Grenade, en Espagne. M. Pachinian espérait qu'ils y signeraient un document définissant les principaux paramètres d'un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Cependant, Aliev s'est retiré des négociations à la dernière minute. Il a également

annulé une autre réunion que le président du Conseil de l'UE, Charles Michel, prévoyait d'organiser à Bruxelles à la fin du mois d'octobre. Un diplomate européen de haut rang a indiqué la semaine dernière qu'il incombait à la partie azerbaïdjanaise de relancer le processus de paix qui était au point mort.

O'Brien a remis en question l'engagement d'Aliev à signer un traité avec l'Arménie, soutenu par l'Occident, lorsqu'il a témoigné devant une sous-commission de la Chambre des représentants des États-Unis il y a deux semaines. L'accord de paix engagerait Bakou à reconnaître formellement les frontières actuelles de l'Arménie.

S'adressant à des journalistes plus tôt dans la journée de lundi, M. O'Brien a déclaré qu'il existait encore une « réelle opportunité pour l'Azerbaïdjan et l'Arménie de faire la paix ». Dans le même temps, il a prévenu que les États-Unis étaient prêts à « utiliser tous les outils possibles » pour empêcher Bakou d'ouvrir de force le corridor qui traverse le territoire arménien.

« Nous avons donc été très clairs avec les parties sur ce que nous espérons voir et sur les conséquences d'une évolution contraire », a ajouté le responsable américain.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Turquie-Azerbaïdjan

Le Monde

27 Novembre 2023

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/28/en-turquie-l-intellectuel--hrant-dink-meurt-une-troisieme-fois_6202758_3210.html

En Turquie, l'intellectuel Hrant Dink meurt une troisième fois

L'assassin du poète, militant et journaliste d'origine arménienne vient d'obtenir une libération conditionnelle pour bonne conduite. Une décision survenant après un procès qualifié en 2011 de « comédie judiciaire », et alors qu'aucun commanditaire n'a jamais été inquiété.

« *Savez-vous ce que cela représente pour un homme d'être enfermé dans l'inquiétude d'une colombe ?* » Hrant Dink était un poète et un militant tourmenté, un de ceux dont les mots et la pensée, au-delà de toutes les pesanteurs politiques ou religieuses, figuraient parmi les plus toniques et contagieux du panthéon intellectuel turc.

Né Arménien, citoyen convaincu de cette République aujourd'hui centenaire, il avait été condamné pour « insulte à la turcité », par des procureurs à la vertu nationaliste par trop majuscule, après avoir osé écrire dans un de ses articles : « *Je ne suis pas Turc, je suis Turc et Arménien.* »

Hrant Dink avait fait appel et s'en était ouvert très publiquement dans un long texte publié, le 10 janvier 2007, par *Agos*, le premier journal bilingue turco-arménien qu'il avait fondé dix ans auparavant. C'est là, dans ses éditoriaux, qu'il avait pris l'habitude de prendre position sur toutes les questions politiques, que ce soit le voile ou le problème kurde, l'Union européenne, la politique au Proche-Orient ou dans le Caucase. Avec une idée fixe toutefois, tel un viatique pour nos temps troublés : la défense des valeurs démocratiques et de réconciliation nationale.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [La mémoire de Hrant Dink plane toujours au-dessus de la Turquie](#)

L'article, cette fois-là, fait passer toute une palette d'émotions d'un simple trait, de son incurable optimisme à une fatigue certaine aussi. « *Il est clair que ceux qui se sont efforcés de m'isoler, de me rendre faible et sans défense ont atteint leur but. J'avoue avoir perdu confiance dans le "système judiciaire" et le concept de*

“droit” en Turquie. Les procureurs et les juges ne sont-ils pas diplômés de facultés de droit ? Ne devraient-ils pas être capables de comprendre ce qu’ils lisent ? » Et puis ceci : « Je me sens aujourd’hui comme un pigeon, une colombe [güvercin, le mot est identique en turc]... Je suis aussi attentif à ma gauche qu’à ma droite, à l’avant qu’à l’arrière, assez rapide pour me retourner en un dixième de seconde. Oui, je peux me voir dans le malaise de l’âme d’un pigeon, mais je sais que dans ce pays, on ne touche pas à ces oiseaux. »

Trois balles tirées à bout portant

[Hrant Dink sera abattu neuf jours plus tard, en pleine rue, à Istanbul](#), à quelques mètres de son journal. Trois balles tirées à bout portant par un jeune nationaliste alors âgé de 17 ans, Ogün Samast, originaire de Trabzon, sur la mer Noire, à plus de 1 000 kilomètres de là.

L’assassinat provoqua un sursaut dans la société turque. Plus de 100 000 personnes défilèrent le jour des obsèques aux cris de « *nous sommes tous Hrant Dink, nous sommes tous Arméniens* ». Profondément affecté, l’écrivain Orhan Pamuk dira : « *Nous avons tué un homme dont nous ne pouvions accepter les idées.* » Pour le grand historien turc spécialiste du génocide arménien, Taner Akçam, « *il était devenu le Martin Luther King de nos deux peuples* ».

La suite est réservée aux abonnés.

Nouvelles d’Arménie Magazine

29 Novembre 2023

L’Azerbaïdjan continue de bloquer

la question de l'envoi d'une mission de l'UNESCO au Karabakh

L'Azerbaïdjan continue de bloquer l'initiative d'envoyer une mission de l'UNESCO au Haut-Karabakh. Cette information a été communiquée par le ministère arménien des Affaires étrangères (MAE) en réponse à la demande de Sputnik Armenia.

Le MAE arménien a noté que depuis l'attaque militaire à grande échelle de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh en 2020, Erevan n'a cessé de soulever la question de la protection du patrimoine culturel et religieux arménien dans le Haut-Karabakh auprès des organisations internationales spécialisées, y compris l'UNESCO.

En novembre 2020, l'Arménie a soutenu l'initiative du directeur général de l'UNESCO d'envoyer un groupe d'experts au Haut-Karabakh et s'est engagée dans le processus d'organisation de cette mission dès que possible.

« Cependant, l'Azerbaïdjan bloque continuellement l'initiative d'envoyer une mission de l'UNESCO dans la région du Haut-Karabakh », a ajouté le MAE arménien.

« L'attitude destructrice de l'Azerbaïdjan concernant la question de la mission d'experts de l'UNESCO est en contradiction avec les dispositions de toutes les conventions internationales travaillant dans le domaine de la protection du patrimoine culturel, y compris les dispositions de la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé », a souligné le MAE arménien.

En outre, le ministère arménien des Affaires étrangères note que la position de Bakou viole la décision de la Cour internationale de justice des Nations unies du 7 décembre 2021, qui oblige l'Azerbaïdjan à « prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et punir les actes de vandalisme et de profanation

affectant le patrimoine culturel arménien, y compris, mais sans s'y limiter, les églises et autres lieux de culte, les monuments, les points de repère, les cimetières et les artefacts ».

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Pressions du régime Aliiev sur l'ambassade des États-Unis en Azerbaïdjan

Dans un contexte marqué par des tensions persistantes entre l'Azerbaïdjan et les États-Unis, l'annulation d'une rencontre de gala organisée par l'ambassade américaine à Bakou vient raviver les interrogations sur les relations bilatérales. Initialement prévue le 27 novembre à l'hôtel Marriott Absheron, cette réunion visait à rassembler d'anciens diplômés d'universités américaines. Cependant, des allégations relayées par des médias pro-gouvernementaux, notamment Baku TV et Qafqazinfo, ont suggéré que l'événement était une couverture pour un « rassemblement d'agents américains ».

Face à ces accusations, l'ambassade des États-Unis a pris la décision d'annuler la réunion, préférant éclaircir la situation. Dans une déclaration, l'ambassade a exprimé son intention de célébrer les anniversaires de programmes d'échanges éducatifs et culturels majeurs, tout en mettant en avant les contributions

significatives des anciens étudiants azerbaïdjanais formés aux États-Unis.

Des experts, tels qu'Ilham Ismail, ancien lieutenant-colonel au ministère de la sécurité nationale et spécialiste en sécurité, ont émis des hypothèses sur la présence d'agents américains en Azerbaïdjan. Selon Ismail, bien que les États-Unis disposent d'agents à travers le monde, les interactions entre ces agents sont habituellement discrètes et ne sont pas divulguées publiquement.

L'analyste souligne également l'importance de traiter avec sérieux les allégations d'espionnage. Si des soupçons fondés existent, les individus concernés devraient être accusés de trahison et les informations transmises aux services de renseignement, et non à la presse. Cette approche professionnelle contraste avec la tendance actuelle de certains médias à diffuser des accusations sans fondement, ce qui peut nuire à la crédibilité des informations et à la relation bilatérale entre les deux pays.

Il est également à noter que de nombreux Azerbaïdjanais ayant étudié aux États-Unis l'ont fait avec le soutien du gouvernement azerbaïdjanais, dans le cadre d'un programme d'État visant à financer l'éducation des jeunes à l'étranger. La majorité de ces étudiants ont bénéficié d'une formation financée par le gouvernement de leur pays, soulignant l'importance des liens éducatifs et culturels entre l'Azerbaïdjan et les États-Unis.

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Un homme kidnappé du Haut-Karabakh fait appel de sa

condamnation illégale à 15 ans de prison en Azerbaïdjan

Vagif Khachatryan, un Arménien âgé du Haut-Karabakh qui a été kidnappé par des gardes-frontières azerbaïdjanais lors de son évacuation médicale sous l'égide du CICR le 29 juillet, puis condamné à 15 ans de prison en Azerbaïdjan sur la base d'accusations de crimes de guerre forgées de toutes pièces, a fait appel du verdict auprès d'une cour d'appel, a déclaré son avocat aux médias azerbaïdjanais.

Les autorités azerbaïdjanaises ont monté de toutes pièces des accusations contre M. Khachatryan et l'ont emprisonné à Bakou.

Le ministère arménien des affaires étrangères avait précédemment déclaré que l'arrestation du patient du Haut-Karabakh protégé par la Croix-Rouge constituait un crime de guerre.

Un éminent avocat, Siranush Sahakyan, a déclaré que l'enlèvement constituait une restitution extraordinaire au regard du droit international et qu'une procédure régulière était donc exclue.

La fille de l'homme kidnappé, dans un appel à l'ONU pour assurer la libération de son père, a déclaré que toutes les accusations portées par l'accusation azerbaïdjanaise sont fabriquées et que son père est innocent.

Le témoignage de Khachatryan au tribunal a même été déformé par un traducteur azéri au début du mois d'octobre.

Avec ARMENPRESS.

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Novembre 2023

Les diplomates de l'Allemagne, des États-Unis et de la France ont été convoqués au ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan

Les diplomates allemands, américains et français ont été convoqués au ministère des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan à Bakou pour violation de la loi sur le financement des médias.

C'est ce qu'a annoncé le service de presse du ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan.

« Le 28 novembre 2023, les chargés d'affaires des États-Unis et de l'Allemagne, ainsi que l'ambassadeur de France en Azerbaïdjan, ont été convoqués séparément au ministère des Affaires étrangères. Au cours des réunions, il a été informé que le portail d'information »AbzasMedia« , avec la participation d'organisations enregistrées dans ces pays, menait des activités financières illégales et que les ambassades des pays mentionnés étaient impliquées dans ces activités » indique le rapport.

Des diplomates ont rapporté que l'Agence américaine pour le développement international (USAID), FreedomNow, le New Democracy Fund et d'autres organisations, violant les règles d'octroi de subventions, avaient transféré des ressources financières à l'Azerbaïdjan. Dans le même temps, il a été souligné que le financement de projets qui n'ont pas été enregistrés auprès de l'État constitue une grave violation de la législation du pays.

En outre, ils ont rappelé que, conformément à la loi azerbaïdjanaise « sur les médias », le financement des médias locaux par des personnes physiques ou

morales, ainsi que par des institutions publiques de pays étrangers, n'est pas autorisé.

« *Il a été souligné que ces actions controversées des ambassades et des organisations de leurs pays sur le territoire de l'Azerbaïdjan sont également considérées comme une violation de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques* » indique le communiqué du ministère des Affaires étrangères. Le ministère de la Politique étrangère a indiqué que les actions des ambassades des États-Unis, d'Allemagne et de France visent à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan et a déclaré que Bakou se réserve le droit de prendre les mesures appropriées en raison des faits mentionnés.

Auparavant, les forces de l'ordre d'Azerbaïdjan avaient arrêté le fondateur et directeur du portail Internet indépendant « *AbzasMedia* » Ulvi Hasanli et son rédacteur en chef Sevinj Vagifgiz pour contrebande de devises. Le tribunal a décidé de les placer en détention pour une durée de quatre mois. Les journalistes eux-mêmes estiment avoir été arrêtés en raison de leurs activités professionnelles en raison de la publication de documents corrompus sur le portail. Armtimes

Krikor Amirzayan

Nor Haratch Hebdo

30 Novembre 2023

Voir la pièce jointe n1

- **Discours de l'Ambassadrice d'Arménie devant dix mille élus français, p.1**
- **Le succès diplomatique de l'ambassade d'Arménie, p.1**
- **Chouchi: Profanation et vandalisassions de l'un des cimetières arméniens de la ville, p. 1 et 3**
- **La Turquie a été élue membre du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, p. 2**

- **Aliev : « Il n'y a plus d'obstacle à la signature de l'accord de paix », p. 2**
- **Inauguration du khatchkar de l'église Sainte-Croix de Varak à Arnouville, p. 3**
- **Bakou continue son travail de faussaire à Chouchi, p. 5**